

50
ANS

Rapport d'activité 2017

Public Eye

Déclaration de Berne



Sommaire

- 5 **Matières premières**
- 8 **Avoirs illicites**
- 10 **Campagne Clean Clothes**
- 14 **Agriculture et biodiversité**
- 17 **Santé**
- 18 **Initiative pour des multinationales responsables**
- 20 **Groupes régionaux**
- 24 **Éducation**
- 25 **Perspective 2018**
- 28 **Remerciements**
- 29 **Rapport financier 2017**
- 37 **Organes et structure**
- 44 **Histoire et mission**
- 51 **Public Eye fête ses 50 ans**



Pierrette Rohrbach, présidente

PUBLIC EYE – LE MAGAZINE Numéro spécial –
Rapport d'activité 2017 – n° 10, février 2018
—
ÉDITION Roman Bolliger, Raphaël de Riedmatten
et Timo Kollbrunner | TRADUCTION Maxime Ferréol

MISE EN PAGES Karin Hutter
PHOTOS Marion Nitsch (*lire pages 45 et 50*)
IMPRESSION Vogt-Schild Druck AG, Cyclus Print &
Leipa, FSC | TIRAGE 9300 exemplaires
ISSN 2504-1258

CONTACT Public Eye,
Av. Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne
Tél. +41 (0) 21 620 03 03
contact@publiceye.ch | publiceye.ch
COMPTE POSTAL 10-10813-5

Éditorial

En 1968, la Déclaration de Berne lançait un appel à façonner un monde plus juste, en mettant la Suisse et ses entreprises face à leurs responsabilités. Le manifeste à l'origine de notre organisation fête ses 50 ans cette année, et les convictions qui le nourrissaient coulent toujours dans nos veines.

Ce jubilé permet d'apprécier la continuité de notre engagement. En 1978 déjà, celle qu'on appelle aujourd'hui Public Eye dévoilait les manœuvres de sociétés domiciliées en Suisse pour influencer les organisations internationales. Leur but : empêcher l'adoption d'un Code de bonne conduite pour les multinationales dans les pays en développement. La révélation de ce jeu d'influence et du soutien des autorités suisses avait fait scandale. Aujourd'hui, de telles pratiques se sont renforcées au point de ne plus trop choquer. Il est d'autant plus nécessaire de lutter contre la toute-puissance de telles firmes en dévoilant leurs activités problématiques.

Public Eye s'y est employée sans relâche en 2017, en mettant en lumière les vilains secrets du négociant genevois Gunvor au Congo, en enquêtant sur les pesticides de Syngenta ou en dénonçant les salaires de misère dans les usines de chaussures en Europe de l'Est. Nous menons aussi ce combat dans l'arène politique, avec notre initiative pour des multinationales responsables. Grâce à ce travail au long cours, la population pourra faire entendre sa voix pour une Suisse qui exige de ses entreprises le respect des droits humains et de l'environnement partout dans le monde.

Au nom de l'équipe et du comité, je vous remercie pour votre fidèle soutien, si précieux, et pour la confiance que vous nous témoignez. Et c'est avec plaisir que je vous invite à participer aux festivités qui marqueront les 50 ans de notre organisation. | *Pierrette Rohrbach, présidente*



Chantal Sierro, Floriane Fischer, Andreas Missbach et Sonia Cirillo

Les leçons de l'affaire Gunvor

Pour conquérir le marché du pétrole congolais, le négociant ami du Kremlin a pris des risques dont l'ampleur n'a d'égal que les profits réalisés. Notre enquête met à mal les arguments du lobby du secteur et illustre les difficultés auxquelles fait face la justice.

Rarement un cas n'a réuni autant des ingrédients permettant d'exposer les problèmes que cause le secteur suisse des matières premières. Avec « Gunvor au Congo », volumineuse enquête publiée en septembre, Public Eye a illustré de façon limpide la contribution du négociant à la malédiction des ressources à Brazzaville, capitale du pétro-État. Se faisant l'écho de notre rapport, *Le Monde* y a vu « un cas d'école des pratiques corruptives de sociétés occidentales en Afrique ».

Une société proche du Kremlin

Novice sur le continent, Gunvor a mis le paquet pour obtenir des parts de marché, en commençant par rémunérer grassement deux intermédiaires chargés de plaider sa cause. Effet garanti : entre 2010 et 2012, la société proche du Kremlin a pu lever, sans appel d'offres, des car-

gaisons de brut valant 2,2 milliards de dollars depuis le port de Pointe-Noire et joué au banquier en prêtant quelque 750 millions au gouvernement kleptocrate dirigé par l'inamovible Denis Sassou Nguesso. Gunvor a aussi encaissé de juteuses commissions en aidant deux sociétés à obtenir des marchés publics supposément financés par ces mêmes prêts.

La mécanique s'est grippée à partir de janvier 2012, lorsque le Ministère public de la Confédération a perquisitionné à Genève les locaux de la société de négoce pour soupçons de blanchiment d'argent. L'alerte a été sonnée peu avant par Credit Suisse, qui hébergeait les comptes des deux intermédiaires. En réaction, Gunvor a licencié Pascal C., responsable de ce marché, et l'a dépeint publiquement comme un employé félon ; il aurait manœuvré « à l'insu et au détriment » de sa hiérarchie.

Les négociants au paradis

En novembre, grâce aux Paradise Papers, le secteur suisse des matières premières s'est trouvé sous les feux de la rampe. Et, cette fois, Public Eye n'y est pour rien, ou presque. Les enquêtes publiées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) ont mis en exergue les pratiques discutables de la branche. Les liaisons dangereuses de Trafigura avec l'élite angolaise, soulignées par nos soins en 2013, celles de Louis-Dreyfus au Brésil, ou de Glencore en République démocratique du Congo, ont fait la une des médias. La firme zougnoise s'est aussi distinguée par ses méthodes d'optimisation fiscale agressives, comme en Australie et au Burkina Faso.

En conséquence, pour la première fois, une conseillère fédérale s'est exprimée en faveur d'une régulation du négoce. Dans une interview au *Matin Dimanche*, Simonetta Sommaruga a déclaré: « L'industrie des matières premières a demandé qu'on la laisse s'autoréguler. Jusqu'à présent, son engagement n'a pas vraiment été convaincant. Et lorsqu'il est démontré (...) que beaucoup de sociétés ne respectent pas les règles qu'elles se sont fixées, la pression sur le monde politique augmente. Si l'économie ne parvient pas à se tenir à ses propres règles, il faudra des règles étatiques. »

Une vidéo compromettante

Trop facile? En effet. Notre enquête a montré que les affaires congolaises ont été supervisées en haut lieu. Les paiements présumés corruptifs ne relèvent pas du seul Pascal C., bien au contraire. Au moins six personnes ont validé certains des versements.

D'ailleurs, et c'est là l'une des révélations les plus fortes de notre rapport, les malversations se sont poursuivies après son licenciement. Deux ans plus tard, alors que Gunvor claironnait s'être dotée de procédures internes de conformité de classe mondiale, le successeur de Pascal C. a été filmé, à son insu, en train de proposer un plan corruptif pour reconquérir le marché congolais en compagnie d'un repris de justice. Plus accablant encore, le schéma envisagé était conçu afin d'éviter les « emmerdes » avec la justice suisse. Serait-ce donc ça, la conformité: éviter d'être pris?

Loin de se remettre en question, Gunvor se dit désormais victime d'un deuxième employé félon. Mais le procureur ne s'y est pas trompé, en décidant de poursuivre le négociant pour « défaut d'organisation », le seul article du Code pénal suisse permettant de condamner une société plutôt qu'un individu. C'est d'ailleurs le géant du négoce lui-même qui a annoncé cette nouvelle, un peu plus de douze heures avant la publication de notre enquête. Un geste spontané, vous l'avez compris.

Contre-vérités

Pour le Conseil fédéral, qui mise sur le comportement «intègre et responsable» des sociétés plutôt que sur une véritable régulation du secteur, le désaveu est cinglant. Quant au lobby de la branche, il est mal pris avec ses déclarations sur le fait que les négociants remportent les marchés par le biais d'appel d'offres publics et transparents, que leurs activités sont indirectement régulées par les banques qui fournissent les lignes de crédit, qu'ils ne sont que de simples déménageurs, des as de la logistique, et que la malédiction des ressources s'exprime «majoritairement dans certains pays sous la forme de problèmes de gouvernance, de trafics locaux ou de conflits internes.» Mais le secrétaire général de l'association des négociants, Stéphane Graber, n'en est pas à une contre-vérité près.

► Une enquête à lire sur : gunvoraucongo.publiceye.ch



Melanie Nobs et Olivier Longchamp

L'impossible restitution

Analysée par Public Eye dans un rapport publié en 2017, l'impossible restitution des fonds du clan Moubarak documente les lacunes du dispositif helvétique destiné à saisir des avoirs de potentats.

En 2011, le Conseil fédéral a ordonné le blocage des avoirs de l'ex-président Moubarak et de son entourage. Les sommes gelées en Suisse de ce fait ont atteint 700 millions de francs. En dépit des attentes de la population égyptienne, ces fonds pourraient être simplement libérés. En décembre 2016, le Conseil fédéral avait déjà débloqué quelque 180 millions de francs – un résultat consternant analysé par Public Eye et l'ONG égyptienne EIPR dans un rapport publié en octobre 2017. Peu auparavant, le Ministère public de la Confédération avait annoncé avoir mis un terme aux procédures d'entraide ouvertes avec l'Égypte, sans que celles-ci n'aient produit de résultats. En décembre 2017, le Conseil fédéral a levé les ordonnances qui bloquaient ces fonds depuis 2011. Dans ces circonstances, on peut s'attendre à ce que l'essentiel de cet argent soit libéré prochainement, lorsque les procédures pénales seront classées.

Un dispositif légal insuffisant

Ce cas illustre les limites du dispositif légal helvétique : la voie de l'entraide en matière pénale n'a pas permis de prouver l'origine illicite des fonds, et ceux-ci n'ont donc pas pu être saisis. Dans une lettre ouverte publiée en décembre, Public Eye a demandé au Conseil fédéral de maintenir le blocage de ces fonds et d'explorer des voies alternatives permettant de les saisir. Le jour même, le conseiller fédéral Ignazio Cassis a reconnu devant le Parlement que le dispositif légal helvétique devait être analysé et que des corrections pourraient y être apportées.

► **Plus d'informations :** publiceye.ch/FailedRecovery



Rebeka Köppl, Roman Bolliger
et Maxime Ferréol

Une chaussure (presque) parfaite

Avec le « Shoe Creator », Public Eye a lancé en grande pompe sa campagne de sensibilisation sur les conditions de travail dans l'industrie de la chaussure – avant de se muer en cordonnier. La fabrication du modèle vainqueur de notre concours n'aura pas été une mince affaire.

Salaires de misère, heures supplémentaires non payées, produits toxiques dangereux pour la santé : au printemps, nous avons fait la lumière sur les conditions de travail dans l'industrie du cuir et de la chaussure en publiant une édition spéciale de notre magazine. Mais comment faire prendre conscience de cette triste réalité au plus grand nombre de personnes possible ? À commencer par les amateurs de chaussures qui n'ont peut-être jamais entendu parler de Public Eye.

Nous avons alors décidé de lancer le « Shoe Creator », un outil permettant de créer en ligne la chaussure de ses rêves. Avec toutefois une particularité : en créant leur modèle, les designers en herbe étaient informés des



Christa Luginbühl et Barbara Wüthrich Breuer

abus perpétrés dans l'industrie de la chaussure. Des milliers de personnes se sont prêtées au jeu, et une heureuse gagnante a remporté le concours. Nous avons alors tenu notre promesse : faire fabriquer la paire de chaussures dessinée par notre gagnante dans les conditions les plus éthiques possibles.

Faire du neuf avec du vieux

Mais nous ne sommes pas cordonniers... alors par où commencer ? De quoi a-t-on besoin pour fabriquer des chaussures ? Et où trouver des matériaux aussi éthiques et durables que possible ? À commencer par le cuir, un produit d'origine animale, le plus souvent issu de l'élevage industriel intensif, dont la production nécessite l'utilisation de produits polluants, et que l'on peut difficilement qualifier de durable. Un ancien collègue ayant suivi une formation de cordonnier nous explique la cinquantaine d'étapes que la création d'une chaussure peut comporter. Nous partons alors à la recherche d'une personne capable de fabriquer ces chaussures de rêve. C'est ainsi que nous rencontrons Torben, orthopédiste expérimenté qui crée depuis des années des sandales à partir de matériaux recyclés. Torben a déjà tout ce qu'il faut : il crée les formes dans un vieux morceau de bois, les talons en découpant un pneu usagé, et les semelles intérieures à partir d'un

De nombreuses actions en 2017

- ▶ Nous avons agi face aux licenciements collectifs et aux arrestations survenues lors des manifestations organisées au Bangladesh pour revendiquer de meilleurs salaires. Ces événements ont apporté une nouvelle ombre au tableau de la production de textile, malgré la nouvelle réjouissante de l'extension de trois ans de l'accord sur la sécurité des bâtiments. Dans l'usine de Geox en Serbie, nous avons lutté aux côtés des ouvrières contre une direction hostile aux syndicats. Au Cambodge, où le climat est de plus en plus tendu pour la société civile, nous sommes intervenus auprès de la représentation suisse et des marques présentes dans le pays.
- ▶ Au mois de février, le Conseil fédéral a transmis au Parlement un projet de loi sur les achats publics pour consultation. Avec l'association professionnelle Swiss Textiles, nous avons attiré l'attention sur les améliorations encore nécessaires dans le domaine de la durabilité et demandé au Parlement d'améliorer le projet de loi.
- ▶ En 2017, la question du salaire vital a également été au cœur de nos préoccupations : au Myanmar, en Serbie ou en Ukraine, où nous avons enquêté, les salaires sont nettement insuffisants pour vivre. Et lors de podiums, de formations et de conférences, nous avons présenté ces thématiques avec nos invité-e-s de Turquie et d'Italie, puis en avons abondamment discuté.

vieux garde-boue qu'il a trouvé en forêt. Pour créer la pièce de plastique qui permet à la chaussure de garder sa forme, Torben découpe un bidon dans lequel Public Eye avait fait venir de l'air pollué du Ghana pour sa campagne Dirty Diesel en 2016.

Le cuir nous est fourni par un tanneur de l'Oberland bernois qui sait précisément de quel animal provient chaque peau qu'il travaille. Pour nos chaussures, nous choisissons les restes d'une peau de chèvre qui allaient partir à la poubelle, et le cuir blanc provient de résidus que notre tanneur avait récupérés il y a vingt ans lors de la liquidation d'un atelier. Un recyclage dans les règles de l'art.

À chacun son métier

Nos chaussures (presque) éthiques sont ensuite fabriquées à la main – ce qui nous montre tout le travail et le savoir-faire nécessaires. Or nous sommes convaincus que des chaussures produites en série peuvent également être de bonne qualité, durables et éthiques. Pour discuter des problèmes de la production industrielle, nous invitons Corina Adjer à nous accompagner tout au long du processus de fabrication. La militante est très bien placée pour nous parler de la production industrielle des chaussures en Roumanie. Lors de notre visite à la tannerie, c'est

Papa Demba qui se joint à nous. Le syndicaliste connaît très bien la réalité des tanneries de Toscane, lui qui y a travaillé pendant de nombreuses années.

Malgré notre scepticisme initial, nous sommes finalement très satisfaits du produit final, tout comme la gagnante, Sara. Elle était très heureuse de recevoir le modèle qu'elle a créé, unique et exceptionnel. Rassurez-vous, Public Eye ne va pas se lancer dans la fabrication de chaussures, mais des conditions de production justes et équitables ne devraient pas rester une exception. C'est maintenant aux fabricants de chaussures de montrer qu'il est possible de faire au moins aussi bien que nous. De notre côté, et forts de cette expérience, nous allons maintenir la pression pour que les chaussures soient enfin produites dans de bonnes conditions.

► **Le reportage vidéo de la production de la paire de chaussures (presque) parfaite est disponible sur:** publiceye.ch/film_chaussures



Baptiste Cortthay, Raphaël de Riedmatten et Sibylle Müle

Contre l'exportation de pesticides interdits

En 2017, nous avons révélé comment la Suisse et l'Union européenne continuent d'exporter les herbicides toxiques atrazine et paraquat alors que ceux-ci sont interdits depuis longtemps sur notre sol. Nous nous sommes rendus sur le terrain pour en documenter les conséquences.

En février, Public Eye et ses partenaires ont publié l'analyse la plus complète à ce jour des effets nocifs du paraquat. Le rapport rassemble et commente plus de 200 publications scientifiques, qui expliquent pourquoi l'utilisation de cet herbicide est interdite dans plus de cinquante pays, dont la Suisse.

Deux poids, deux mesures

Le paraquat est chaque année à l'origine de milliers d'intoxications, il présente un potentiel mutagène avéré, et ses liens avec la maladie de Parkinson ont été démontrés. Mais cela n'empêche aucunement le géant bâlois Syngenta d'exporter le dangereux pesticide depuis la Suisse, comme Public Eye l'a démontré au printemps sur la base de do-

cuments obtenus de l'administration en invoquant la loi fédérale sur la transparence. Il en est de même pour l'atrazine, perturbateur endocrinien également interdit sur notre territoire, qui altère le système reproducteur et augmente les risques de cancer. Après que le Conseil fédéral a déclaré ne pas estimer nécessaire d'intervenir, la conseillère nationale genevoise Lisa Mazzone (Les Verts) a déposé une motion demandant d'interdire les exportations de ces pesticides.

« Il faut l'interdire »

Pour mieux connaître les conséquences du paraquat sur la santé des travailleurs agricoles, nous nous sommes rendus dans un petit village des Philippines. Pendant des an-

nées, et avec une protection rudimentaire, la population de Kaanibungan a épandu sur les plantations de palmiers à huile des pesticides toxiques, dont le paraquat de Syngenta, vendu sous le nom commercial de Gramoxone. Les agricultrices et agriculteurs n'ont bénéficié d'aucune formation et doivent aujourd'hui affronter seuls les conséquences de l'herbicide sur leur santé. Leur revendication est claire: «On devrait interdire aux entreprises de produire des pesticides toxiques.»

Une violation des droits humains

Comme le Rapporteur spécial des Nations unies sur les déchets toxiques l'a clairement affirmé l'année dernière: «Le fait d'exposer la population d'autres pays à des toxines dont il est avéré qu'elles provoquent de graves problèmes de santé et peuvent même entraîner la mort constitue une violation des droits humains.» Nous allons continuer à mener des actions pour qu'une société domiciliée en Suisse ne puisse plus profiter des lacunes de la législation internationale et des réglementations d'autres pays pour vendre des produits toxiques interdits sur son propre sol.

► **Découvrez notre reportage aux Philippines sur:**

pesticides.publiceye.ch





Patrick Durisch, Nicole Aeberhard et Alexandre Gajardo

La loi des pharmas

Notre dernière enquête sur les tests de médicaments en Égypte a fortement irrité la multinationale bâloise Roche, au point d'aboutir à une procédure judiciaire aussi absurde qu'inutile contre Public Eye. En Colombie, Novartis a sorti l'artillerie lourde pour défendre son monopole sur l'anticancéreux Glivec.

Six mois après la publication de notre rapport, le Tribunal régional de Berne-Mittelland notifie à Public Eye une mesure superprovisionnelle pour prétendue atteinte à la personnalité. À l'origine, une requête d'un avocat bâlois, apparemment mandaté par l'une des participantes égyptiennes qui avait accepté de témoigner à visage découvert. Divers documents montrent que c'est sous la pression du géant bâlois Roche que la participante a brusquement retiré son consentement pour la publication de ses photos et déclarations. Une tentative d'intimidation vaine. En février 2017, le Tribunal rejette définitivement la plainte civile et donne raison à Public Eye.

Les profits avant tout

En Colombie, des documents confidentiels dévoilés par Public Eye en 2017 révélaient comment Novartis a réus-

si, par un lobbying agressif, à éloigner le spectre d'une licence obligatoire concernant son anticancéreux Glivec. Une décision pourtant légitime d'un État souverain qui aurait permis la commercialisation de génériques à des fins d'intérêt public. Le géant bâlois a aussi saisi la justice colombienne pour contrer la décision d'une baisse de prix sur ce même produit, un processus toujours en cours.

Ces manœuvres attestent, une fois de plus, de la détermination des géants de la pharma à placer leurs intérêts commerciaux au-dessus de la santé publique et des droits humains.

La campagne de votation se rapproche

En 2017, Public Eye a continué de jouer un rôle de moteur au sein de la coalition de l'initiative pour des multinationales responsables. Au Parlement, nous nous sommes engagés en faveur d'un contre-projet convaincant, finalement rejeté à une courte majorité. Prochaine étape: la campagne de votation.

Des suites du lobbying agressif de l'association professionnelle Économiesuisse, la Commission des affaires juridiques du Conseil des États a rejeté un contre-projet par une courte majorité, avec 14 voix contre 11, alors que cette même commission s'était déclarée en sa faveur un mois plus tôt. Et le contre-projet n'était pas anodin puisque la commission du Conseil des États avait décidé de reprendre les principaux points de l'initiative – malgré un affaiblissement de la responsabilité des entreprises dans les violations de droits humains.

Des soutiens utiles

Déjà à l'automne, le front qui prône le rejet de l'initiative montrait des signes de faiblesse et nous avons également pu établir de nombreux contacts avec des représentants de milieux économiques et des élus du centre-droite sen-

sibles à l'intérêt d'un contre-projet. Même le Groupement des Entreprises Multinationales (GEM), une des principales associations faitières des milieux économiques suisses qui regroupe 92 entreprises, a exprimé son soutien à un contre-projet indirect. Notre engagement en ce sens n'aura donc pas été vain, et ces soutiens seront déterminants pour la campagne de votation.

Prêts pour la campagne de votation

Il est possible que l'initiative soit soumise à votation à la fin 2018 ou au début 2019, et c'est pourquoi nous avons déjà préparé le terrain pour la campagne en 2017. Nous avons âprement débattu lors de divers podiums, et eu plusieurs occasions d'expliquer auprès des médias pourquoi l'initiative est si importante. Vingt réseaux de soutien ont vu le jour à travers la Suisse, et ont organisé des ren-

contres, des projections de films, des soirées d'information et des discussions, lors desquelles ils ont pu présenter leur solide argumentaire. Pour porter dans les rues le message de l'initiative, le groupe « Kovi Kreativ » a organisé des actions originales auxquelles ont participé de nombreux membres des groupes régionaux de Public Eye. Nous remercions toutes les personnes qui font vivre la campagne en distribuant des brochures, en écrivant des courriers des lecteurs ou en expliquant le contenu de l'initiative dans leur entourage. La campagne de votation est en train de s'amorcer, et nous comptons sur vous pour que les droits humains et l'environnement l'emportent !

► **Rejoignez un groupe régional !** Les groupes régionaux de Public Eye s'engagent bénévolement pour faire connaître nos revendications à un large public. Ils soutiennent nos campagnes par des actions de rue, des stands d'information et des projections de films, notamment en lien avec l'initiative.

En savoir plus : publiceye.ch/groupes-regionaux



Ursina Mayor et Oliver Classen

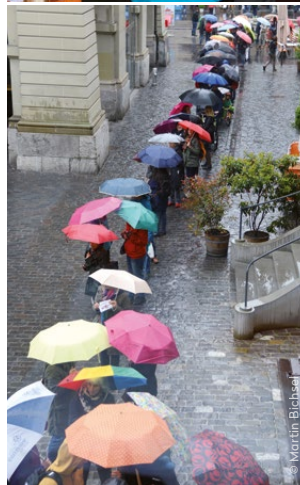
Un rayon d'action de 359 kilomètres !

Quel est le point commun entre la journée sans achat, le Festival du Film Vert, Alternatiba et la marche contre Monsanto ? Les groupes régionaux de Public Eye y étaient ! En sensibilisant un large public à nos revendications, ils étendent notre rayon d'action d'un côté à l'autre de la Suisse, de Genève à Saint-Gall.

En 2017, les groupes régionaux ont participé très activement à notre campagne de sensibilisation sur les conditions de production dans l'industrie de la chaussure. Sous une pluie battante, plus de 160 membres de Public Eye, dont de nombreux bénévoles des groupes régionaux, ont fait la queue à Berne pour des chaussures éthiques. Une manière d'exprimer notre solidarité envers les vraies « victimes de la mode » : celles qui triment dans les tanneries et les fabriques de chaussures, en mettant leur santé en péril pour des salaires de misère.



© Groupe régional Baden



© Martin Bichsel



© Martin Bichsel



Des actions originales et percutantes

Rivalisant de créativité, les groupes régionaux ont mis sur pied de nombreuses actions de rue. Un exemple ? Un samedi de mai, place de la Palud à Lausanne. Des dizaines de boîtes de chaussures, récupérées dans des commerces alentour, sont empilées sur le stand du groupe régional. « Chaussures Made in Europe pour un salaire de misère – en vente en Suisse romande ! », peut-on lire sur une pancarte. Quelques passants ont vraiment cru que nos bénévoles voulaient faire des affaires. Mais les fameuses boîtes renfermaient en fait un quiz pour découvrir la face cachée d'une industrie à la dérive.

Préparer le terrain

L'initiative pour des multinationales responsables est un autre projet important pour les groupes régionaux. Après l'intense phase de la récolte de signatures et la remise de l'initiative, ils se sont attelés à préparer le terrain pour la votation, en organisant notamment des projections de films suivies d'un débat. L'initiative restera au cœur de nos activités jusqu'à la votation, qui devrait avoir lieu fin 2018 ou début 2019. Et nous pourrions compter sur le formidable engagement des groupes régionaux. Un immense merci !

Devenez bénévole

Vous souhaitez rejoindre un groupe régional près de chez vous ?
Apprenez-en plus sur publiceye.ch/groupes-regionaux.

Contact en Suisse romande: regional@publiceye.ch,
Tél.: 021 620 03 03 (Floriane Fischer / Baptiste Corthay)

Contact en Suisse alémanique: regrus@publiceye.ch,
Tél.: 044 2 777 999 (Ursina Mayor / Ursula Haller)



© Sébastien Marchon



© Groupe régional Suisse centrale



© Groupe régional Genève

Le bénévolat en quelques chiffres

Type de bénévolat	Nombre de personnes	Nombre d'heures en 2017
Aide dans les bureaux	8	142
Visites dans les écoles (en Suisse alémanique, coordination comprise)	32	1 917
Comité	11	1 165
Groupes régionaux	204	8 447
Total	255	11 671



Sensibilisation dans les écoles



En Suisse alémanique, un programme de visites dans les écoles existe depuis de nombreuses années. Quelque trente bénévoles interviennent dans les classes, sur invitation des écoles et des paroisses. Deux collaborateurs du secrétariat, engagés à titre bénévole, assurent la coordination des visites.

En Suisse romande, les collaboratrices et les collaborateurs du bureau de Lausanne ont répondu, selon leurs disponibilités, aux sollicitations de plusieurs établissements scolaires, afin de sensibiliser les étudiants à nos thématiques de travail.

Public Eye édite également un matériel pédagogique de qualité en français. Le DVD « Les vraies victimes de la mode », destiné aux élèves du secondaire I et II, offre toutes les clés de lecture nécessaires pour comprendre les problèmes systémiques dont souffre l'industrie textile mondialisée ainsi que les enjeux pour les ouvriers et les ouvrières dans les pays producteurs. Son contenu a été mis à jour en 2016.

► **Plus d'informations et commandes :** publiceye.ch/ecoles

Nos priorités en 2018



Initiative : une forte mobilisation

Il est fort probable que la votation sur l'initiative pour des multinationales responsables ait lieu à la fin 2018 ou au début 2019. Le contexte est favorable et, selon une enquête menée en novembre auprès d'un échantillon représentatif, la thématique bénéficie d'un large soutien. En effet, 77% des personnes interrogées se sont déclarées en faveur de l'initiative et seules 17% ont rejeté la notion de responsabilité aggravée en cas de violation de droits humains, sujet de controverse âprement discuté. Le travail de préparation de la campagne de votation, qui s'annonce palpitante, bat son plein. Public Eye est prête à participer à une mobilisation qui pourrait changer le visage de la Suisse en cas d'acceptation de l'initiative!



Brevets : des effets secondaires mortels

L'accès limité aux médicaments essentiels n'est plus aujourd'hui un problème qui ne concerne

que les pays en développement et émergents. En Suisse également, il y a de plus en plus de restrictions telles que la rationalisation des médicaments contre l'hépatite C pour des raisons de coûts, en vigueur depuis plusieurs années. Les brevets sont l'une des principales causes de l'explosion des coûts; ils permettent aux géants de la pharma de s'octroyer une position de monopole et leur confère ainsi un énorme pouvoir sur le marché. Nous allons lancer une campagne pour dénoncer les dérives du système des brevets et ses conséquences, et présenter les mesures nécessaires pour que les médicaments vitaux restent abordables.



Pesticides : des exportations toxiques

Des substances jugées trop dangereuses pour la population et l'environnement en Suisse ne devraient pas pouvoir être vendues ailleurs. Mais la société suisse Syngenta ne semble pas être de cet avis, puisqu'elle continue de produire des tonnes de pesticides hautement



Pascale Zellweger et Michael Bänziger

toxiques destinées aux pays en développement ou émergents. Notre travail d'enquête sur les traces de ces dangereux produits et notre analyse de leurs conséquences sur les populations locales nous permettront de faire la lumière sur les exportations de pesticides et sur le rôle des autorités suisses dans ce commerce toxique.



Stévia : une amertume tenace

Bien que les Guaranis, qui ont découvert les propriétés édulcorantes de la stévia, aient droit à un partage des bénéfices juste et équitable en vertu de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya, ce peuple d'Amazonie ne perçoit toujours rien des énormes profits réalisés grâce à l'utilisation commerciale de l'édulcorant. Après la vaste campagne internationale menée en 2017, l'industrie se montre disposée à s'asseoir à la table des négociations. Avec le soutien de Public Eye, les Guaranis se préparent à entamer les discussions.



Négoce de matières premières

Le Conseil fédéral va publier un deuxième rapport sur les matières premières à la fin 2018. Le premier, datant de 2013, était une réaction directe

à *Swiss Trading SA*, notre ouvrage de référence sur le secteur des matières premières édité en 2011. Public Eye va s'assurer que les pratiques douteuses des négociants, sur lesquelles nous enquêtons depuis cinq ans, restent à l'ordre du jour. Et nous continuerons notre travail d'enquête sur les agissements répréhensibles des sociétés de négoce, car les problèmes du secteur et la responsabilité de la Suisse dans la malédiction des ressources restent d'une brûlante actualité. Et même si le Conseil fédéral s'entête dans sa fausse candeur, nous continuerons de porter un regard acéré sur ce secteur à risque, afin de souligner la nécessité d'une meilleure régulation.

Mondialisation des chaînes d'approvisionnement



Qu'y a-t-il de commun entre les sacs de luxe, le cacao et les céréales? C'est depuis la Suisse qu'une vaste partie de leur commercialisation internationale est pilotée. Chaînes d'approvisionnement agraires internationales, délocalisation de la production textile ou fabrication d'articles en cuir: Public Eye continue de s'intéresser aux acteurs qui profitent de la mondialisation de l'économie. La Campagne Clean Clothes s'intéresse à la Russie, et à la production des maillots de la

Coupe du monde de football; à la Suède, où H&M a des comptes à rendre sur le versement d'un salaire vital dans ses chaînes d'approvisionnement; à l'Europe de l'Est, où le personnel des usines de textile s'éreinte pour un salaire de misère; et à la Turquie, où l'utilisation de produits chimiques toxiques pour fabriquer nos jeans met gravement en danger la santé des personnes qui les manipulent.

Avoirs illicites



Ouzbékistan, Égypte, Tunisie, Ukraine: plusieurs procédures de restitution d'avoirs sont toujours ouvertes en Suisse et Public Eye continuera à les suivre. Nous sommes préoccupés par le fait que les mécanismes censés empêcher l'afflux de fonds illicites dans les banques suisses n'aient pas fonctionné. Deux révisions annoncées de lois anti-blanchiment pourraient permettre de les améliorer et nous nous engagerons en ce sens. Nous sommes préoccupés aussi par l'insuffisance du dispositif destiné à restituer l'argent des potentats. Publié en septembre 2017, notre rapport consacré à l'impossible saisie des avoirs du clan Moubarak le démontre: le droit suisse ne permet pas de saisir de tels avoirs lorsque l'entraide en matière pénale ne fonctionne pas. Nous nous engagerons aussi pour que cette lacune soit comblée.

Un soutien inébranlable

Nous remercions de tout cœur nos membres, nos donateurs et donatrices, et nos bénévoles pour leur précieux soutien et leur engagement indéfectible. Sans ces personnes, notre travail serait tout simplement impossible!

Depuis 50 ans, nos membres, donateurs et donatrices permettent à Public Eye de travailler en toute indépendance. Le mouvement lancé en 1968 par quelque deux mille signataires de la Déclaration de Berne est devenu aujourd'hui une organisation solide forte de 25 000 membres – dont certains sont à nos côtés depuis le tout début. Pour leur soutien depuis un demi-siècle, ces membres méritent toute notre gratitude.

Mais Public Eye ne serait rien sans ses nombreux bénévoles : neuf groupes régionaux engagés et une équipe de visite dans les écoles qui portent nos messages dans la rue et les salles de classe. Nous tenons également à remercier chaleureusement le comité et ses onze membres qui s'engagent aussi gracieusement.

Une partie de notre travail repose par ailleurs sur le précieux soutien de paroisses, fondations et autres organisations. En 2017, les institutions suivantes nous ont

soutenu par une généreuse contribution financière : la Fédération genevoise de coopération (FGC), la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), la Fondation Berti Wicke, la Fondation Corymbo, la Fondation GlobalLokal, la Paroisse catholique de Lucerne, la Commission Terre Nouvelle de la communauté des paroisses réformées de Berne, ainsi que d'autres qui ne souhaitent pas être mentionnées. Nous les remercions du fond du cœur pour la confiance qu'elles nous témoignent.

Nous sommes également très reconnaissants envers celles et ceux qui ont pensé à nous dans leurs dernières volontés : leurs legs nous ont permis de renforcer notre engagement pour un monde plus juste.

Un grand merci pour ces très généreux soutiens!

Rapport financier 2017

SELON LE CODE DES OBLIGATIONS ET LA SWISS GAAP RPC 21

Commentaires

La première année comptable après le changement de nom s'est révélée globalement satisfaisante et s'est conclue sur un résultat légèrement négatif de -30 267 francs.

Le total des recettes s'est élevé à près de 5 millions de francs en 2017, soit 5 % de moins qu'en 2016. Cette différence est surtout due à la baisse de 356 190 francs enregistrée dans les produits de legs, une part précieuse de nos revenus, mais qui varie fortement. Les dons ont augmenté de 6 % par rapport à 2016 pour atteindre 2,7 millions de francs. Les cotisations des membres ont légèrement reculé de 2 %. Il semblerait que tous les membres n'aient pas soutenu, ou remarqué, le changement de nom. Nous avons réagi en invitant les personnes concernées à renouveler leur cotisation.

Moins de dépenses

Le total des dépenses en 2017 est moins élevé qu'en 2016, en raison de facteurs exceptionnels survenus l'année précédente. Les charges de projets ont baissé de 5 % pour atteindre 3,77 millions de francs, dont les deux tiers sont des coûts de personnel. Les charges de personnel étaient particulièrement élevées en 2016, car les vacances et les

heures supplémentaires avaient été pour la première fois entièrement prises en compte. Les régularisations sont désormais restées stables en 2017. En 2016, les charges de suivi des membres et de récolte de fonds comprenaient 120 000 francs pour le changement de nom. Ces charges étaient donc moins élevées en 2017, à 454 709 francs. Les charges administratives légèrement plus élevées sont dues à la recherche d'une nouvelle solution informatique.

Un résultat annuel satisfaisant

Le résultat annuel est globalement satisfaisant et s'élève à -30 267 francs. Les fonds affectés, constitués de contributions liées à des projets de la part de fondations et d'institutions, ont diminué de 219 130 francs nets. Le solide capital de l'organisation, qui s'élève à 3,32 millions de francs, nous permet de réaliser, en plus du travail sur nos projets thématiques, des investissements importants pour notre site web et notre infrastructure informatique.

Bilan

Actif	31.12.2017		31.12.2016		Évolution	
	CHF	%	CHF	%	%	
Actif circulant						
Liquidités	3 657 726	91	3 897 717	94	-6	
Créances	4 964	0	3 686	0	35	
Stocks	18 523	0	24 209	1	-23	
Comptes de régularisation actifs ¹	184 369	5	50 425	1	266	
Total actif circulant	3 865 582	96	3 976 036	96	-3	
Actif immobilisé						
Immobilisations financières ²	22 638	1	22 882	1	-1	
Dépôt de garantie ³	40 876	1	40 870	1	0	
Immobilisations corporelles et incorporelles	77 335	2	125 430	2	-38	
Total actif immobilisé	140 849	4	189 182	4	-26	
Total actif	4 006 431	100	4 165 217	100	-4	
Passif						
	CHF	%	CHF	%	Évolution %	
Engagements à court terme						
Dettes ⁴	124 371	3	96 293	2	29	
Provision à court terme	0	0	10 000	0	-100	
Comptes de régularisation passifs	152 409	4	87 576	2	74	
Régularisation vacances heures supplémentaires ⁵	349 338	9	341 638	8	2	
Total engagements à court terme	626 118	16	535 507	13	17	
Total capital des fonds	60 000	1	279 130	7	-79	
Total engagements à court terme et fonds affectés	686 118	17	814 637	20	-16	
Capital de l'organisation						
Capital lié au plan social	300 000	7	200 000	5	50	
Capital lié au personnel	980 000	24	1 080 000	26	-9	
Capital lié aux projets	1 084 864	27	1 084 864	26	-0	
Capital libre	955 449	24	985 716	24	-3	
Total capital de l'organisation	3 320 313	83	3 350 580	80	-1	
Total passif	4 006 431	100	4 165 217	100	-4	

Comptabilité

Produits	2017		2016		Évolution
	CHF	%	CHF	%	%
Dons	2 716 713	55	2 570 034	49	6
Legs	191 550	4	547 740	10	-65
Cotisations membres	1 382 340	28	1 404 900	27	-2
Produits liés aux programmes	640 018	13	637 816	12	0
Ventes et autres produits	49 730	1	62 121	1	-20
Total produits d'exploitation	4 980 351	100	5 222 611	100	-5
Charges	2017		2016		Évolution
	CHF	%	CHF	%	%
Charges de projets					
Charges de personnel	-2 593 040	52	-2 774 782	53	-7
Charges de projets	-1 177 099	24	-1 210 436	23	-3
Total charges de projets	-3 770 139	76	-3 985 218	76	-5
Charges de collecte de fonds et de publicité générales					
Charges de personnel	-288 443	6	-299 035	6	-4
Suivi des membres et récolte de fonds ⁶	-454 709	9	-583 589	11	-22
Total charges de collecte de fonds et de publicité générales	-743 152	15	-882 624	17	-16
Charges d'administration					
Charges de personnel ⁷	-476 334	10	-489 231	10	-3
Charges administratives	-224 334	5	-176 914	3	27
Total charges d'administration	-700 668	14	-666 145	13	5
Total charges	-5 213 959	104	-5 533 986	106	-6
Résultat d'exploitation	-233 608	-5	-311 374	-6	-25

	2017		2016		Évolution	
	CHF	%	CHF	%	%	
Résultat financier	-24 265	-1	1 471	0	-1750	
Total résultat hors exploitation et exceptionnel	8 476	0	951	0	791	
Résultat avant variation du capital des fonds	-249 397	-5	-308 952	-6	-19	
Diminution des fonds affectés ⁸	219 130	4	123 405	2	78	
Résultat annuel (avant utilisations/allocations capital de l'organisation)	-30 267	-1	-185 550	-4	-84	
Allocations/utilisations capital de l'organisation						
Utilisation/allocation du capital libre	30 267	1	-185 550	4	-84	
	0		0		0	

Notes

¹ Les comptes de régularisation actifs de 159 811 francs comprennent des produits à recevoir qui concernent l'année 2017.

² Public Eye détient des actions comme instruments d'influence lors des assemblées générales d'entreprises dont elle critique certaines activités ou pour soutenir des entreprises qu'elle a contribué à fonder.

³ Depuis 2017, le dépôt de garantie de loyer comprend aussi la garantie de loyer de Lausanne de 15 392 francs, qui était

auparavant comptabilisée dans les liquidités.

⁴ Il s'agit des dettes d'exploitation usuelles composées de factures de fournisseurs encore impayées.

⁵ Les soldes des vacances et des heures supplémentaires sont restés stables entre 2017 et 2016, où ils ont été pour la première fois entièrement pris en compte dans les comptes annuels.

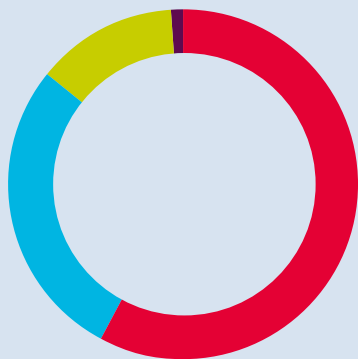
⁶ En 2016, les charges de suivi des membres et

de récolte de fonds avaient compris 120 000 francs pour le changement de nom.

⁷ L'augmentation des charges d'exploitation est liée à la recherche d'une nouvelle solution informatique.

⁸ En 2017, 666 811 francs ont été attribués aux fonds affectés et 885 942 ont été prélevés, ce qui se traduit par ce prélèvement net.

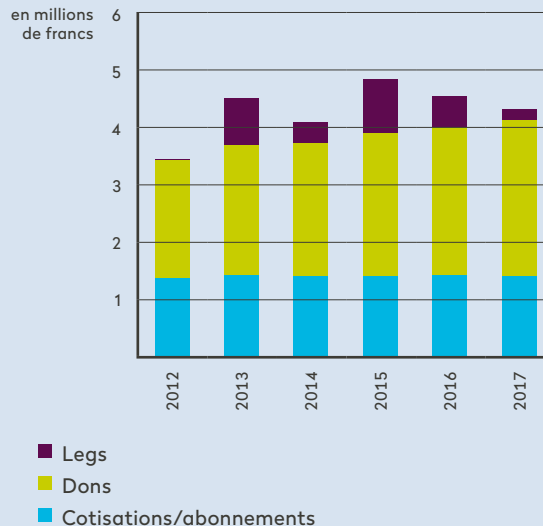
Répartition des recettes



- 58 % Dons et legs
- 28 % Cotisations
- 13 % Produits liés aux programmes
- 1 % Ventes et autres produits

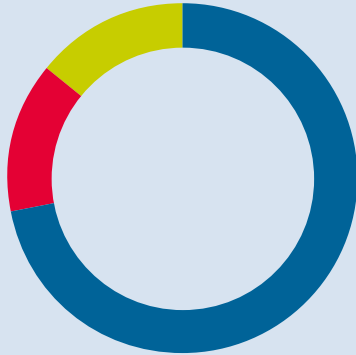
En 2017, Public Eye s'est financée à 86 % à partir des cotisations de ses membres, de dons et de legs. La majeure partie du financement des projets provient de fondations, de paroisses et d'institutions publiques ainsi que de contributions de la Fédération genevoise de coopération. Les autres produits sont des bénéfices provenant de la vente de produits et des honoraires.

Évolution des cotisations, des dons et des legs



Les cotisations de membres et les dons reçus par Public Eye connaissent une croissance continue. Les recettes liées aux cotisations des membres sont par contre en léger recul (-2 %). Les recettes de legs sont sujettes à d'importantes fluctuations. En 2017, elles se sont élevées à près de 191 550 francs, ce qui correspond à nos prévisions.

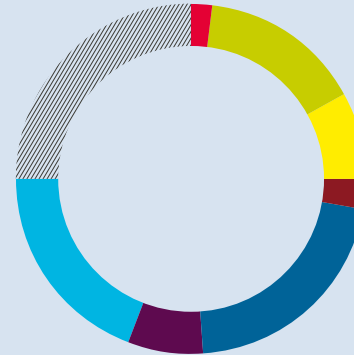
Répartition des dépenses



- 72 % Programmes et campagnes
- 14 % Suivi des membres et récolte de fonds
- 14 % Administration

Les projets représentent 72 % des charges (charges de personnel comprises). Les charges administratives s'élèvent à 14 % (12 % l'année dernière) et les dépenses occasionnées par le suivi des membres et la récolte de fonds à 14 % (14 % l'année précédente). Les charges administratives légèrement plus élevées sont dues à la recherche d'une nouvelle solution informatique.

Répartition des dépenses par programme



- 2 % Politique commerciale
- 15 % Agriculture
- 8 % Santé
- 3 % Finances et fiscalité
- 21 % Matières premières
- 7 % Consommation
- 19 % Campagne Clean Clothes
- 25 % Projets transversaux

En termes de charges de programmes (personnel compris), 19 % sont liées à la campagne chaussures et 21 % à la thématique des matières premières et à notre enquête sur Gunvor. L'ampleur des dépenses pour les projets dépend des moyens choisis et ne reflète pas le poids donné au contenu. Les dépenses pour projets transversaux correspondent à notre travail d'information général et à notre engagement dans le cadre de l'initiative pour des multinationales responsables.



Tél. +41 44 444 35 55
Fax +41 44 444 35 35
www.bdo.ch

BDO SA
Schiffbaustrasse 2
8031 Zurich

Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint
à l'Assemblée générale de la

Public Eye, Association fondée sur la Déclaration de Berne, Berne

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, tableau de flux de trésorerie, tableau sur la variation du capital et annexe) de la Public Eye, Association fondée sur la Déclaration de Berne, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017. Selon la Swiss GAAP RPC 21, les informations du rapport de performance ne sont pas soumises au contrôle de l'organe de révision.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels conformément à la Swiss GAAP RPC, aux exigences légales et aux statuts incombe au comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des audits, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entité contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des audits et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ou d'autres violations de la loi ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'éléments nous permettant de conclure que les comptes annuels ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément à la Swiss GAAP RPC, et qu'ils ne sont pas conformes à la loi et aux statuts.

Zurich, le 29 janvier 2018

BDO SA

Peter Stalder

Expert-réviseur agréé

Marco Beffa

Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

Révision

Le bilan et le compte d'exploitation présentés aux pages 31 à 33 sont extraits et résumés des comptes annuels 2017. Les comptes 2017 ont été vérifiés dans leur intégralité par la société BDO SA.

L'intégralité des comptes annuels établis conformément au Code des obligations et aux normes comptables SWISS GAAP RPC est disponible en téléchargement à l'adresse publiceye.ch/rapportfinancier ou peut être commandée auprès du secrétariat.

Contact 021 620 03 03 | contact@publiceye.ch

Responsabilité et décisions

Public Eye est une association organisée de manière transversale au sein de laquelle la participation et la prise de décision selon le mode consensuel occupent une place privilégiée. La direction collective est assurée par quatre personnes.

La gestion opérationnelle de l'organisation est assurée par une direction collective formée de quatre personnes. À noter que l'un des postes de direction est resté vacant au deuxième semestre. Le département thématique santé, agriculture et consommation est placé sous la responsabilité de Christa Luginbühl. Andreas Missbach est responsable du département thématique matières premières, commerce et finances. Jusqu'au début de l'été, Géraldine Viret et Marion Graber étaient coresponsables du département communication et marketing. Suite à une réorganisation interne, Marion Graber a assuré ad interim la responsabilité de ce département en gardant également la responsabilité du département finances et administration (voir l'organigramme page 38).

Au 31 décembre 2017, Public Eye comptait 33 collaboratrices et collaborateurs permanents, qui ont, en outre, bénéficié du soutien de chargés de projets théma-

tiques et de stagiaires engagés pour une durée déterminée. À eux s'ajoutent deux bénévoles responsables des visites dans les écoles en Suisse alémanique (lire page 42).

Un fort engagement du comité

Le comité est l'organe de décision stratégique de Public Eye. Ses membres assument différentes responsabilités en lien avec les activités de l'organisation. Conformément aux statuts, la Suisse latine et la Suisse alémanique sont, chacune, représentées par au moins quatre membres au sein du comité (lire page 41). Celui-ci s'est réuni sept fois en 2017, et son engagement a représenté 1165 heures de travail. En 2017, le comité s'est fortement impliqué dans la définition de la nouvelle stratégie de l'organisation pour la période 2018 à 2021.

Organigramme

(situation en décembre 2017)



Public Eye a deux secrétariats, l'un à Lausanne et l'autre à Zurich, qui s'occupent également des membres et des donateurs de la Suisse italienne. En 2017, le personnel salarié des deux bureaux a été épaulé par de nombreux bénévoles et par les neuf groupes régionaux. En Suisse alémanique, Public Eye peut également compter sur l'engagement bénévole de son équipe de visite dans les écoles.

Assemblée générale 2017

Le 20 mai 2017, près de 120 personnes s'étaient donné rendez-vous à Soleure pour notre assemblée générale. L'occasion de découvrir les différentes facettes de notre campagne « Dirty Diesel ».

Lors de la partie statutaire, les membres de l'association présents ont décidé – sans opposition et avec sept absentions – de porter le montant de la cotisation annuelle de 60 à 75 francs dès 2018. Pour les jeunes de moins de 27 ans, la cotisation de 30 francs est maintenue.

Cette décision importante nous donnera les moyens nécessaires pour financer nos enquêtes approfondies, renforcer l'impact de nos campagnes et garantir la totale indépendance de nos actions.

Dans les coulisses de l'enquête

En début d'après-midi, les membres ont pu découvrir les différentes facettes de notre campagne « Dirty Diesel ». L'occasion de suivre les traces de Marietta Harjono, notre enquêtrice aux Pays-Bas, dont les recherches dans les ports d'Amsterdam, de Rotterdam et d'Anvers ont été décisives pour comprendre et dénoncer le modèle d'affaires peu reluisant des négociants suisses de pétrole.





Daniela Kistler, David Hachfeld et Sasha Roderer

Le comité

Présidente

- ▶ **Pierrette Rohrbach**, membre du conseil de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco). Membre du comité de Public Eye depuis 2007, présidente de Public Eye au niveau national depuis 2012, membre de la délégation pour les ressources humaines.

Vice-présidence

- ▶ **Zineb Benkhelifa**, licence en lettres, assistante de direction de l'Association suisse des artistes de la scène. Au comité depuis 2015.
- ▶ **Fabrizio Cioldi**, ingénieur forestier (EPFZ), Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), Birmensdorf. Au comité depuis 2002.

Autres membres du comité

- ▶ **Marc Audétat**, politologue, responsable de recherche à l'Interface sciences-société de l'Université de Lausanne. Au comité depuis 2007.
- ▶ **Elisabeth Chappuis**, avocate, Lausanne. Au comité depuis 2010.

- ▶ **Claudia Frick**, licence en droit, formation en droits de l'homme, juriste au Centre social protestant Vaud depuis 2002. Au comité depuis 2016.
- ▶ **Michael Herzka**, Prof. docteur en lettres, MBA, enseignant et responsable de la formation à la Haute école spécialisée bernoise (BFH). Au comité depuis 2007.
- ▶ **Beata Hochstrasser**, licence en lettres, directrice de la Fondation Züriwerk (Zurich) depuis 2008. Au comité depuis 2016, membre de la délégation pour les ressources humaines.
- ▶ **Henri Iselin**, enseignant d'histoire, École de commerce, Genève. Au comité depuis 2000.
- ▶ **Christophe Siegenthaler**, licence en économie politique, chef de service à l'Office fédéral de la statistique. Au comité depuis 2012, membre de la commission financière.
- ▶ **Alfred Sommer**, master en sciences de l'administration publique (Idheap LS), consultant indépendant. Au comité depuis 2015, membre de la commission financière.

L'équipe

État au 31.12.2017

PROGRAMMES THÉMATIQUES (12,4 équivalents plein temps)

Santé, consommation et agriculture

- › **Christa Luginbühl**, responsable et membre de la direction
- › **Laurent Gaberell**, agriculture et biodiversité
- › **Carla Hoinkes**, agriculture et biodiversité
- › **David Hachfeld**, Campagne Clean Clothes
- › **Daniela Kistler**, Campagne Clean Clothes*
- › **Patrick Durisch**, santé
- › **Alexandre Gajardo**, santé*
- › **Alice Kohli**, enquêtes
- › **Silvie Lang**, soft commodities

Matières premières, commerce et finances

- › **Andreas Missbach**, responsable et membre de la direction
- › **Thomas Braunschweig**, politique commerciale
- › **Marc Guéniat**, enquêtes
- › **Gian-Valentino Viredaz**, recherches matières premières*
- › **Olivier Longchamp**, fiscalité et finances
- › **Urs Rybi**, matières premières et resp. des entreprises
- › **Lyssandra Sears**, juriste
- › **Camille Chappuis**, assistante*



Thomas Braunschweig
et Simon Tondeur

COMMUNICATION ET PROMOTION (8,7 équivalents plein temps)

- ▶ **Marion Graber**, responsable ad interim et membre de la direction
- ▶ **Géraldine Viret**, responsable médias (F), jusqu'en juin 2017 coresponsable et membre de la direction
- ▶ **Oliver Classen**, responsable médias (D)
- ▶ **Floriane Fischer**, communication en ligne et groupes régionaux (F)
- ▶ **Rebekka Köppel**, communication en ligne (D)
- ▶ **Melanie Nobs**, communication en ligne (D)*
- ▶ **Maxime Ferréol**, traduction et rédaction (F)
- ▶ **Timo Kollbrunner**, rédaction et publications (D)
- ▶ **Roman Bolliger**, promotion et récolte de fonds (D)
- ▶ **Raphaël de Riedmatten**, publications et promotion (F)
- ▶ **Chantal Sierro**, financement des projets et legs (D)
- ▶ **Ursina Mayor**, coordination du bénévolat (D)

FINANCES ET ADMINISTRATION (5,6 équivalents plein temps)

- ▶ **Marion Graber**, responsable et membre de la direction
- ▶ **Nicole Aeberhard**, comptabilité et administration du personnel (F)
- ▶ **Sonia Cirillo**, finances et informatique (D)
- ▶ **Baptiste Corthay**, administration et informatique (F) – depuis avril 2017
- ▶ **Ursula Haller**, administration des bénévoles (D)
- ▶ **Sibylle Müller**, administration et suivi des membres (F)
- ▶ **Sasha Roderer**, administration et suivi des membres (D)
- ▶ **Simon Tondeur**, administration et suivi des membres (D)
- ▶ **Barbara Wüthrich Breuer**, comptabilité et administration du personnel (D)

COORDINATION DES VISITES DANS LES ÉCOLES (bénévoles)

- ▶ **Florian Duss** et **Pascale Zellweger**

ONT QUITTÉ L'ORGANISATION EN 2017

- ▶ **Domenico Pirraglia**, administration et informatique – jusqu'en juin 2017
- ▶ **Andrea Hüsser**, consommation – jusqu'en juillet 2017
- ▶ **François Meienberg**, agriculture et biodiversité – jusqu'en août 2017
- ▶ **Susanne Rudolf**, promotion et récolte de fonds – jusqu'en nov. 2017
- ▶ **Michael Bänziger**, assistant communication – de juin à déc. 2017 – poste à durée déterminée

*poste à durée déterminée

À propos des photos

À l'occasion des 50 ans de l'organisation, l'équipe de Public Eye a sorti des archives quelques objets symboliques de notre engagement pour un monde plus juste, du premier numéro de la revue *Vers un développement solidaire* de 1972 au bidon d'air pollué utilisé lors de notre campagne « Dirty Diesel » de 2016 (*lire également en page 50*).

Sauf indication contraire, toutes les images ont été réalisées par la photographe Marion Nitsch en collaboration avec la graphiste Karin Hutter.

À noter que lors de la réalisation des photos, les membres suivants de l'équipe n'étaient pas disponibles : Alice Kohli, Urs Rybi, Lyssandra Sears et Marion Graber.

Public Eye : le regard suisse sur les injustices

Il y a cinquante ans, les initiateurs de la Déclaration de Berne présentaient leur vision d'un monde plus juste, en demandant à la Suisse de s'engager pour des relations plus équitables avec les pays défavorisés. Bon nombre de leurs revendications sont toujours d'actualité aujourd'hui.

Demandez aux plus fidèles membres de Public Eye, autrefois appelée Déclaration de Berne (DB), pourquoi ils la soutiennent depuis si longtemps, les réponses ne varieront guère : ils évoqueront la constance et la rigueur avec laquelle cette organisation poursuit son action ainsi que la pertinence de son approche. Celle-ci est basée sur la conviction que, pour créer un monde plus juste, il est nécessaire d'agir dans son propre pays sur les problèmes systémiques et les pratiques irresponsables qui prêterent les populations défavorisées de la planète. Depuis cinquante ans, Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la politique menée par la Suisse et de ses sociétés sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, elle lutte contre les injustices trouvant leur origine en Suisse, en demandant davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde.

Le secteur financier, l'agrochimie, l'industrie pharmaceutique, l'alimentation, le négoce des matières premières : la Suisse joue un rôle central dans de nombreux domaines sensibles cristallisant les dérives d'une globalisation poussée à l'extrême. Public Eye se donne pour mission de regarder là où d'autres voudraient que leurs activités restent dans l'ombre, de dénoncer publiquement les méfaits à l'encontre des populations les plus vulnérables et de proposer des mesures concrètes pour y remédier. Nous agissons au nom de nos quelque 25 000 membres, mais également avec eux, car nous sommes convaincus de la force de l'action collective et du pouvoir de changement de chacun. C'est pourquoi nous accordons une grande importance au travail d'information et de sensibilisation, car il faut « comprendre pour agir ». Nous sommes actifs au niveau suisse, mais aussi au sein de réseaux internationaux, en collabora-

tion avec des syndicats et d'autres organisations de la société civile.

Un manifeste pour des relations plus équitables

De la Déclaration de Berne de 1968 à Public Eye en 2018, notre association a beaucoup évolué. Elle a grandi et s'est professionnalisée au fil des ans, tout en restant fidèle à la vision et aux valeurs de ses fondateurs. Mais comment cette ONG, si particulière dans le paysage helvétique, est-elle née? Dans les années 1960, les principales organisations suisses actives dans la politique de développement étaient proches des Églises. Leur action était empreinte de la philosophie des missions: lutter contre la pauvreté en menant des projets dans les pays du Sud destinés à y favoriser un développement économique semblable à celui que les pays industrialisés avaient connu un siècle auparavant. Marqué par la théologie de la libération, une frange progressiste de ces milieux considérait cette voie comme une impasse. Pour ces personnalités engagées, comme le pasteur vaudois André Bieler ou encore la première secrétaire alémanique Anne-Marie Holenstein, le développement des pays du Sud demandait en premier lieu la rupture des liens de dépendance envers les anciennes puissances coloniales ou les pays qui, comme la Suisse, avaient évolué dans leur sillage. Plutôt que de





Silvie Lang, Florian Duss et Ursula Haller

tenter d'atténuer les conséquences de la pauvreté dans les pays défavorisés, ces théologiens et intellectuels humanistes proposaient de s'attaquer à ses causes. Ils voulaient « agir ici », dans la gueule du monstre de ce qu'on appelait alors l'impérialisme postcolonial, afin de créer les conditions politiques nécessaires pour « lutter contre la faim et contre la misère, pour les droits et pour la dignité de l'homme »¹. En 1968, un groupe de travail rédigeait la « Déclaration de Berne », couchant ainsi sur le papier les principales revendications de ce mouvement en devenir.

Ce texte programmatique avait pour but d'éveiller les consciences et d'infléchir la politique officielle de la Suisse. Il demandait au Conseil fédéral de s'engager à verser l'équivalent de 3 % de son produit intérieur brut (PIB) au titre de l'aide au développement – un pourcentage correspondant alors au budget militaire de la Confédération, contesté par celles et ceux qui voulaient « favoriser la vie plutôt que la mort ». Au-delà de cette aide financière directe, les rédacteurs et les premiers signataires de la Déclaration de Berne appelaient le gouvernement helvétique à mettre en œuvre les « mutations politiques nécessaires » pour garantir des relations plus équitables entre la Suisse et les pays en développement.

¹Texte original de la Déclaration de Berne, publiée en mars 1968.

Une impertinence contagieuse

La Déclaration de Berne a rassemblé près de 10 000 signataires et initié un mouvement dont l'institutionnalisation a donné naissance à la première ONG de développement indépendante de Suisse. Dès les années 1970, ce mouvement s'est distingué par des actions percutantes : grève de la faim et occupation du Palais fédéral lors de la Conférence Suisse-Tiers Monde, participation à la campagne « Nestlé tue les bébés » pour dénoncer les pratiques scandaleuses du géant de l'agroalimentaire en matière de promotion du lait en poudre dans les pays africains, lancement et promotion du café équitable Ujamaa de Tanzanie ou encore « l'action sac de jute » destinée à soutenir l'économie responsable au Bangladesh. Ces actions, mêlant protestation et proposition de solutions positives, ont animé les débats politiques suisses de la fin de la décennie 1970, au-delà des espoirs de celles et ceux qui les avaient imaginées. Un nouveau militantisme, impertinent, direct et revendicateur, était né dans le domaine de la politique de développement.

Attaquer les abus du secret bancaire

Dans leur manifeste, les initiateurs de la Déclaration de Berne soulignaient la nécessité, pour la Suisse, de « renoncer à certains privilèges », invitant les décideurs politiques

à mettre en œuvre cette vision d'un monde plus juste au travers de décisions courageuses. En 1977, en soutenant l'initiative sur les banques, la DB osait pour la première fois affronter frontalement le sacro-saint secret bancaire suisse, au nom de la lutte contre les inégalités sociales, la corruption et l'évasion fiscale des pays du Sud. En 1984, cette initiative populaire a connu un échec retentissant dans les urnes. Elle a en effet été rejetée par près de trois quarts des votants, au terme d'une violente campagne des banques et de la Suisse officielle contre la « marxisation » de l'économie helvétique. En dépit de cet échec, l'initiative a permis de mettre à l'ordre du jour de la Confédération la problématique des abus du secret bancaire commis au détriment des pays du Sud. Elle allait le rester pendant trois décennies. Dès la fin des années 1990, la DB militait pour une autre utopie : l'échange automatique d'informations fiscales, une proposition que même les politiciens les plus engagés considéraient alors comme un rêve inaccessible pour leur génération et celle de leurs enfants. Il faudra attendre la crise financière et économique de 2007-2008 pour amorcer un changement de paradigme salutaire. L'utopie est devenue un standard international, dont même les banques helvétiques s'accommodent aujourd'hui. Même si beaucoup reste à faire pour que les populations défavorisées profitent de ces avancées, le temps a donné

raison à la DB et à toutes celles et ceux qui désignaient l'évasion fiscale comme le scandale des années à venir.

Lutter contre la malédiction des ressources

« Dans quelques décennies, nous regarderons le pillage des ressources naturelles avec les mêmes yeux que nous regardons la colonisation ou l'esclavage », a prédit la députée européenne verte Eva Joly, dans un documentaire dénonçant les conséquences sociales et environnementales d'une mine de cuivre zambienne exploitée sans vergogne par le géant suisse Glencore (*Zambie : à qui profite le cuivre ?*, 2011). Nous partageons cette analyse et mettons tout en œuvre pour dénoncer la malédiction des ressources dont sont victimes les populations des pays riches en matières premières, prisonnières d'une pauvreté aussi extrême que paradoxale. En 2011, la publication de notre livre *Swiss Trading SA*, le premier ouvrage de référence sur le secteur helvétique des matières premières, a mis en lumière le rôle de la Suisse dans ce scandale, à une époque où peu de journalistes, et encore moins de politiciens, s'intéressaient à cette question.

Dévoiler, dénoncer, proposer

Les médias traditionnels sont en crise ; les correspondants à l'étranger sont devenus des denrées rares. Si l'en-

quête n'a pas perdu ses lettres de noblesse, elle se heurte trop souvent aux restrictions budgétaires et à l'armée d'avocats et de communicants dont s'entourent les sociétés pour protéger les secrets de leurs affaires. Dans ce contexte, pouvoir s'accrocher à un sujet comme un chien à son os est un privilège nécessaire dont nous jouissons grâce au généreux soutien de nos membres.

L'opacité qui entoure les activités des négociants rend le travail d'enquête fastidieux. Les efforts de persuasion en direction du monde politique afin qu'il adopte des dispositions légales destinées à encadrer le secteur le sont plus encore, et ce malgré le risque de réputation auquel la Suisse s'expose sur la scène internationale. Il faut alors être visionnaire et avoir l'audace de proposer des solutions « à contre-courant », dans un contexte politique marqué par le culte des initiatives aussi volontaires que cosmétiques des firmes et de l'autorégulation.

En 2014, nous avons par exemple créé une autorité fictive de surveillance du secteur helvétique des matières premières, la ROHMA, poussant la fiction jusqu'à écrire son histoire et les lois qui régiraient ses activités. En coalition avec plus de 80 organisations, Public Eye a par ailleurs déposé une initiative populaire pour des multinationales responsables, invitant ainsi la population à dire « oui » à une Suisse qui s'engage pour que les socié-

tés domiciliées sur son territoire respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. Les débats à venir s'annoncent animés.

La nécessité d'agir

Public Eye n'est pas un repère de doux rêveurs, mais une équipe d'experts en mal de justice sociale et d'équité. Cette description de notre organisation est empreinte de fierté et d'enthousiasme. Mais n'y voyez aucune vanité ni grandiloquence : Public Eye est un grain de sable dans les rouages trop bien huilés d'une implacable machine à injustices. Mais comme tant d'autres, ce grain de sable est essentiel pour imaginer et poser les bases d'un monde plus juste. | Géraldine Viret

De la DB à Public Eye

Public Eye a été fondée sur la base de la « Déclaration de Berne » de 1968, manifeste qui demandait des relations plus équitables entre la Suisse et les pays pauvres. Depuis cinquante ans, Public Eye reste fidèle à la vision et aux valeurs de ses fondateurs, qui proposaient de s'attaquer aux causes de la pauvreté.

Alors que les populations vulnérables des pays pauvres sont contraintes d'accepter des conditions de travail indignes, subissent les conséquences de la dégradation de leur environnement, vivent en dessous du seuil de pauvreté, la Suisse bénéficie d'une prospérité grandissante. Par son importance économique et financière, l'influence de ses multinationales et ses habitudes de consommation, la Suisse participe au maintien des inégalités.

Depuis 2016, notre association s'appelle officiellement « Public Eye – association fondée sur la Déclaration de Berne ». Le bilan de ce changement de nom reste, à ce stade, très positif. Le retentissement médiatique international sans précédent de notre campagne « Dirty Diesel », en septembre 2016, nous a permis de faire connaître notre nouvelle identité au-delà de nos frontières. Court, évocateur, facile à retenir, le nom « Public Eye » nous permettra de continuer d'honorer l'héritage de la déclaration de 1968, tout en exprimant avec force le cœur de notre travail.

Des objets emblématiques

Dossier sur la privatisation des services publics, jeux éducatifs sur les enjeux du développement, ou encore ce lapin qui pleure le travail des enfants dans les plantations de cacao : pour illustrer 50 ans d'action, nous avons dépoussiéré quelques objets emblématiques.

C'est avec délectation que nous avons ouvert nos boîtes d'archives pour tenter de retracer cinq décennies d'engagement. Il faudrait plusieurs volumes pour rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui ont fait l'histoire de notre mouvement citoyen. Notre association a souvent joué un rôle pionnier dans le développement de nouvelles idées « pour un monde plus juste », en collaboration avec un vaste réseau de partenaires.

Quel plaisir de relire l'histoire du scandale du lait en poudre et du procès qui a suivi la publication du rapport « Nestlé tue les bébés ! », tout en dégustant un café soluble de Tanzanie. « Ujamaa » ? Ce nom donné à l'un des premiers produits issus du commerce équitable évoque – en langue swahili – « la famille au sens large où tous travaillent intelligemment et profitent ensemble du produit de leur tra-

vail ». Il rappelle les convictions à l'origine du commerce équitable et notre contribution à son développement.

Un esprit souvent visionnaire

Les « anciens » savaient s'amuser, sans perdre de vue leurs objectifs. En 1993, un tournoi de « Tiers-Mondopoly », ce jeu emblématique de l'intense travail pédagogique réalisé par notre association, avait été organisé pour fêter ses 25 ans ! Ils étaient visionnaires, n'hésitant pas à relever les défis logistiques pour vendre des sacs de jute synonymes « de la solidarité avec les petits cultivateurs et coopératives d'artisans au Bangladesh », mais aussi « symboles de la lutte écologique » à mener face au plastique, « l'un des grands gaspilleurs et pollueurs de notre époque » (*Bulletin d'information*, mars 1977).



Public Eye fête ses cinquante ans

2018 sera placée sous le signe de notre jubilé. Au long de l'année, nous vous proposerons de (re)-découvrir dans notre magazine les combats qui ont marqué l'histoire de notre organisation, en lien avec ses défis actuels.

Le 26 mai, en marge de notre assemblée générale, nous rassemblerons des intervenants de qualité pour réfléchir ensemble au futur de la démocratie et au rôle de la société civile dans un contexte mondial marqué par l'accroissement des inégalités et la toute-puissance des grands groupes. Le programme de cet événement vous sera dévoilé prochainement.

SOUTENIR L'ENQUÊTE

Pour célébrer ses cinquante ans, Public Eye a décidé de soutenir l'enquête journalistique dans les pays où les droits humains et l'environnement sont trop souvent bafoués au nom du profit. C'est pourquoi nous avons lancé un prix d'investigation

et invité des journalistes de renom à siéger dans notre jury. Début avril, les projets sélectionnés feront l'objet d'une campagne de financement participatif. La publication des enquêtes se fera en janvier 2019 ; l'occasion pour les lauréats de présenter leur travail lors de deux conférences à Zurich et Genève. Une belle année en perspective !






► Plus d'informations
sur notre jubilé : publiceye.ch/50

Depuis cinquante ans, Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 25 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye

Avenue Charles-Dickens 4 | CH-1006 Lausanne
+41 (0) 21 620 03 03 | contact@publiceye.ch
Compte postal 10-10813-5

publiceye.ch


 [PublicEyeSuisse](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse)
 [@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse)
 [@publiceye.ch](https://www.instagram.com/publiceye.ch)



Pour un
monde
plus juste

50
ANS

Public Eye

 Déclaration de Berne